

# La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Les mouvements revendicatifs  
dans l'industrie privée

LE MÉTALLO

Où en sommes-nous en Afrique  
du Nord ?

SINDBAD LE MARIN

D'un cinquantenaire syndicaliste  
à une histoire révolutionnaire

R. HAGNAUER

Le « petit papetier de Saint-Céré »  
aspirant dictateur

F. CHARBIT

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois ..... 600 fr.  
Un an ..... 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois ..... 700 fr.  
Un an ..... 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE  
concernant la Rédaction  
et l'Administration à la  
Révolution prolétarienne  
14, rue de Tracy — PARIS (2<sup>e</sup>)  
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures  
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS  
DE FONDS

notre compte chèques postaux  
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

## Sommaire du N° 98 - Octobre 1955

Les mouvements revendicatifs dans l'industrie privée .....	LE METALLO
Où en sommes-nous en Afrique du Nord..	SINDBAD LE MARIN
Ceux qui s'en vont : le camarade Nicolet..	G. DUCHENE
D'un cinquantenaire syndicaliste à une histoire révolutionnaire .....	R. HAGNAUER
Dans les Transports parisiens : Action syndicale et opérations politiques .....	R. H.
Le « petit papetier de Saint-Céré » apprenti dictateur .....	F. CHARBIT
Digoin « ville cobaye » .....	H. T.
De Naegelen à Poujade	U. THEVENON
Une grande bataille ouvrière est engagée ..	
Chronique du pelé	
<b>Parmi nos lettres</b>	
Les grèves anglaises .....	R. POSTGATE
Réponse à Postgate .....	F. MAITLAND
<b>Notes d'économie et de politique</b>	
Défaite sur défaite - — L'immense gaffe de Pinay. — L'Eglise a vaincu Peron. — A propos de crayons à bille et de réforme de l'Enseignement .....	R. LOUZON
<b>La vie des cercles</b>	
Cercle Zimmerwald : Commémoration du 40 <sup>e</sup> anniversaire de la Conférence de Zimmerwald.	

# LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;

2) De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;

3) De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se refera le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4) De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent

pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Peloutier, « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;

6) De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;

7) Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le dague policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

# LES MOUVEMENTS REVENDICATIFS DANS L'INDUSTRIE PRIVÉE

Pour une fois, les lendemains de congés payés n'ont pas été calmes. Dès leur retour de vacances, les ouvriers de Penhoët remettaient ça ! Dans le même temps, à peu près tous les chantiers de constructions navales engageaient la lutte pour l'amélioration de leurs salaires.

Depuis Saint-Nazaire, Dunkerque et Toulon, les mouvements revendicatifs débordèrent très vite sur d'autres régions et d'autres industries.

Le Bâtiment, où l'on n'avait pas enregistré de bataille d'envergure depuis fort longtemps, se mettait largement de la partie aux côtés des métallos.

## LE FEU COUVAIT DEPUIS LONGTEMPS

Les conflits de cette fin d'été n'ont étonné que ceux qui ne comprennent vraiment jamais rien aux problèmes sociaux.

Dans un article de la *Révolution prolétarienne* du mois de juillet-août, il était largement fait état de tous ces nombreux mouvements spontanés et localisés qui n'avaient cessé de secouer l'industrie privée, un peu partout en province, pendant le premier semestre de l'année 1955. Cela, sans que bien souvent les directions syndicales interviennent et sans qu'il y eût une stimulation ou une orchestration quelconque. C'était bien la révélation de l'état d'esprit des travailleurs, état d'esprit parfaitement senti et saisi par de nombreux militants ouvriers de la base.

Pour quelles raisons ce soudain réveil de la combativité des travailleurs ?

Pour une fois, même les observateurs les moins avertis, et même les commentateurs de la presse bourgeoise ont à peu près touché juste ! Ils sont presque unanimes à révéler, eux aussi, les véritables causes de la bataille sociale de cette année.

Il n'y a vraiment que les hystériques de l'anticommunisme ou ceux qui veulent sciemment dévier la question qui osent parler d'un « complot communiste » !

En 1955, alors que ministres, députés, patrons, économistes ne cessent de se féliciter des progrès de la production et de la productivité, alors qu'on remplit les colonnes des journaux de chiffres victorieux et optimistes, les travailleurs ont nettement pris conscience que c'était bien le moment pour eux de revendiquer leur part du gâteau.

C'est en particulier dans les industries et dans les régions où les salaires réels n'ont que très peu évolué depuis 1951 que les travailleurs se sont fâchés. Les mouvements de 1955 sont essentiellement, dans leur origine, la révolte des mal payés.

Par exemple, dans le bâtiment de l'Ouest, de la Loire ou de Franche-Comté ne trouvait-on pas encore quantité d'ouvriers qualifiés rémunérés à 130 ou 140 francs de l'heure !

Dans la métallurgie, ce n'est pas non plus par hasard que les régions où l'action s'est engagée sont les régions françaises où les salaires réels sont relativement faibles : régions de l'Ouest, du Centre et du Midi.

Signalons encore que les Chantiers navals où les moyennes des augmentations consenties par les employeurs vont de 10 à 30 % représentaient un secteur de la métallurgie

assez prospère, bien chargé en commandes, mais où les salaires pratiqués n'étaient en rien comparables à ceux de l'automobile.

On a dit aussi des derniers mouvements qu'ils signifiaient « la révolte de la province » pour atteindre les salaires de Paris.

Il y a du vrai.

En province, toutes les campagnes syndicales pour la suppression de zone ont trouvé une large audience parmi les salariés du secteur privé, bien que le problème fût généralement très mal posé. Car la suppression des zones légales d'abattement ça ne va guère loin. Très peu de régions industrielles de province dépassent 8 % légalement. Par contre, dans ces mêmes régions, si l'on compare les salaires effectivement pratiqués par rapport à ceux de la région parisienne, on trouve des écarts qui vont jusqu'à 30 ou 40 %.

Même les tarifs contractuels, dits « tarifs syndicaux », établis dans la métallurgie en 1950 et 1951 consacraient cet état de fait en homologuant des pourcentages d'abattement assez forts sur les mêmes barèmes établis dans la région parisienne.

Notons enfin une autre volonté clairement exprimée dans l'esprit revendicatif présent : en finir avec le jeu de cache-cache, s'expliquer *directement* avec l'intéressé, c'est-à-dire avec sa propre direction d'usine.

Il ne faut pas oublier que pendant toute la guerre et ses suites, et jusqu'en 1950, les salaires étaient bloqués par l'autorité gouvernementale. Le retour à la libre discussion rendu par la loi du 11 février 1950 n'avait pas encore produit de grands effets. Le jeu de cache-cache continuait. Lorsque l'ouvrier réclamait une augmentation à son patron, celui-ci répondait qu'il ne pouvait rien faire sans la chambre patronale. Lorsque les syndicats ouvriers s'adressaient à la chambre syndicale patronale, celle-ci continuait à se dérober soit en prétextant attendre les décisions gouvernementales sur le S.M.I.G., soit en déclarant que la diversité des situations économiques de chacune de ses entreprises ressortissantes ne lui permettait pas une décision d'ensemble. Lorsqu'on passait un accord paritaire, lorsqu'on établissait un nouveau tarif syndical, c'était toujours en s'alignant sur l'entreprise marginale la plus défavorisée.

Depuis ces derniers mois, en attaquant directement leur patron, en laissant de côté les « actions généralisées » pour bien localiser la lutte, les travailleurs ont démontré qu'ils voulaient en finir avec ces dialogues de sourds.

## PREMIERS RESULTATS ET GRANDS ESPOIRS

Saint-Nazaire est bien certainement l'étincelle qui mit le feu aux poudres. Les larges informations relatées par l'ensemble de la presse ont abouti à une popularisation sans précédent de ce conflit.

Son résultat parfaitement positif, la fermeté et la dignité dont firent preuve les militants syndicalistes de là-bas ont brusquement redonné une grande confiance et un grand espoir aux travailleurs et aux militants de base.

Ce n'est malheureusement pas dans toutes les villes industrielles que le mouvement ouvrier aura en main les atouts qu'il avait dans cette vieille cité socialiste de l'Ouest. Le mouvement syndical libre y est puissant, avec de vieilles influences libertaires et anarcho-sindicalistes dont les ressortissants ne sont pas des gavés de théories mais des agissants et des réalistes.

A Nantes les choses n'allèrent d'ailleurs pas si bien et ce ne fut pas si facile. Mais ici, pour être juste et pour rendre l'hommage mérité par les travailleurs nantais et par leurs actifs militants, il faut dire un mot du *ressaisissement* patronal.

Le mouvement ouvrier avait marqué un point à Saint-Nazaire, le patronat battu a tout mis en œuvre pour avoir sa revanche quelques kilomètres plus loin. Ainsi Nantes prenait tout le poids de la résistance patronale.

Il est significatif d'observer le grand désarroi des milieux patronaux immédiatement après la victoire des gars de Saint-Nazaire. Les autorités du C.N.P.F. ont réagi depuis Paris, avec célérité, pour remettre de l'ordre et redonner du moral à leurs ouailles de province. La fameuse réunion de Paris où Fould fut mis au banc des accusés a marqué le tournant. A partir de ce jour-là les lock-outs se sont généralisés pour répliquer aux formes de lutte très coûteuses, mais terriblement efficaces, que les travailleurs employaient avec : arrêts des heures supplémentaires, grèves tournantes, arrêts d'ateliers-clés, etc.

A ce propos, il est assez amusant de relater une réflexion faite à ses délégués du personnel par le directeur des usines Schneider de Saint-Etienne : « Je ne vous reproche pas de faire la grève, mais faites la grève comme d'habitude ».

Dès la deuxième quinzaine de septembre, le C.N.P.F. avait donc réagi. Ce ne fut cependant pas ce qui ralentit l'action et les succès ouvriers. Dans la métallurgie et le bâtiment, en Normandie, dans la Loire, dans certaines régions du Nord, à Besançon, dans le Maine-et-Loire, à Montluçon et Commeny, il y eut d'excellents résultats qui ont entraîné une recrudescence très nette de l'activité syndicale, ce qui donne de forts espoirs pour l'avenir.

## LES POSITIONS SYNDICALES OFFICIELLES

Bien sûr, à la C.G.T., les impératifs de Moscou ont pesé. La politique de détente internationale exige que le P.C.F. et la C.G.T. ne fassent rien en France pour troubler l'ordre public et mettre le gouvernement en difficulté. D'autre part, il y a les prochaines élections législatives françaises. Il faut favoriser le climat de front populaire et d'unité d'action, l'entretenir, le créer là où rien n'a encore été fait.

Il est aussi impensable, au moment où spontanément les travailleurs bougent, au moment où les militants des syndicats libres agissent, que la C.G.T. reste en arrière.

Pour toutes ces raisons, la tactique de la C.G.T. fut très habile, très souple, très opportuniste, elle s'adapta à toutes les situations régionales diverses. Là où elle commit des erreurs tactiques, ce fut bien souvent dans les entreprises où les sections C.G.T. sont dirigées par des progressistes enflammés ou par des crypto, genre prêtres-ouvriers.

Avec une parfaite psychologie des masses,

saisissant l'espoir et l'enthousiasme soulevés par Saint-Nazaire, la C.G.T. a diffusé un seul mot d'ordre : « Nos 40 francs, comme à Saint-Nazaire, dans l'unité ».

C'était un bon panneau-réclame.

On peut résumer ainsi quelques lignes directrices des positions C.G.T. dans les conflits actuels :

— Opportunisme, présence toujours en tête, mais ni précipiter ni aggraver les mouvements.

— Redorer le plus possible le blason syndical, pour cela, reprendre les formes et moyens de l'action réformiste les plus classiques.

— Préconiser des actions relativement *modérées* : pas d'action aventureuse et sans issue, pas de grèves illimitées ou généralisées, pas de provocations.

— Créer les meilleures conditions pour la réalisation de l'unité d'action et du front populaire.

Quant à la C.F.T.C., on l'a vu se débattre dans ses contradictions internes. Là où elle possède des militants ouvriers de valeur et où les équipes de *Reconstruction* dominent, elle a joué un rôle très important et positif.

Ailleurs, on a vu ses progressistes délirants, tels ceux de l'Alsthom à Belfort, se risquer dans la pire démagogie aux côtés des mêmes progressistes dirigeants de la C.G.T. Par contre, quelques kilomètres plus bas, à Besançon, on voyait les responsables C.F.T.C. torpiller la grève du bâtiment, en jouant un rôle assez obscur.

Pour le compte de Force Ouvrière, les positions locales furent aussi très diverses et dissemblables.

Une fois de plus, les positions confédérales ont été fort négatives. La grande peur du stalinien a primé sur tout.

Dans les communiqués du bureau confédéral on n'a pu qu'entrevoir quelques échos sur les luttes en cours. Jamais aucune manifestation tangible d'approbation ou d'encouragement n'a été clairement exprimée. Par contre, on lisait à longueur de colonnes du journal confédéral : « gare à l'inflation, gare à la monnaie, gare aux accords de salaires trop osés, gare à l'unité d'action, gare à Poujade ! ».

La médiation que l'on trouvait bâtarde et inopérante quelques semaines plus tôt, lorsque le gouvernement sortit son contenu, devint tout à coup excellente. Et l'on vit officiellement le bureau confédéral se prononcer pour cette médiation de préférence à l'action directe.

Heureusement, les positions de la plupart des fédérations F.O. d'industries, de plusieurs unions départementales et d'une multitude de syndicats furent beaucoup plus réalistes et combatives.

C'est là où des militants du syndicalisme libre ont pris hardiment la tête du mouvement qu'il y eut des résultats, et que, loin de courir l'aventure, les syndicats libres ont tout au contraire gagné une influence considérable qui s'est traduite par un apport d'adhérents et de nouveaux militants qui ne peut être suscité que par l'action de la base.

Dans un prochain article, il sera intéressant d'analyser les différents aspects des réactions patronales devant les conflits de cet été, depuis les lock-outs, jusqu'aux accords d'un nouveau style, tel celui passé avec les syndicats libres de la Régie Renault.

LE METALLO.

## Les grèves anglaises

En réponse à l'article de Maitland paru dans la « R. P. » de juillet, nous avons reçu de Raymond Postgate l'intéressante lettre suivante :

L'article de Frank Maitland sur les grèves anglaises simplifie l'histoire à un point tel qu'il risque d'induire le lecteur en erreur. Il est écrit en se plaçant au point de vue de l'Independent Labour Party, c'est-à-dire d'une très petite secte ; or la réalité est beaucoup plus complexe que ce petit groupe solitaire ne se l'imagine. En fait, une législation qui interdirait les grèves n'est pas en vue, et l'homme qu'il appelle le Grand Mogol, Tiffin, et qu'il considère comme le principal responsable du « complot » était sur un lit d'hôpital au moment de la grève des docks, alors qu'il venait juste d'être élu secrétaire général du syndicat des Transports à la place de Deakin, qui en avait toujours été le grand maître. La véritable histoire de ces grèves est beaucoup plus intéressante, et elle demande d'être soigneusement considérée par quiconque s'intéresse à ce que doit être la tactique socialiste, sans se contenter de slogans.

Il y a eu trois grèves importantes.

1) D'abord, la grève des électriciens qui arrêta la presse quotidienne londonienne pendant plus de trois semaines. Ce fut un coup des communistes : le syndicat des électriciens qui la soutint officiellement est contrôlé par les communistes et la section de mécaniciens qui fit la grève est en partie sous l'influence des stalinien. Cette grève fut déclenchée à la suite d'une demande d'augmentation de salaires si importante qu'il était manifestement impossible de l'accorder (rien de tel ne fut donné à la fin de la grève). Très peu d'hommes étaient impliqués dans cette affaire et la grève ne fut effective que grâce à la solidarité montrée par les autres syndicats de la presse, bien qu'ils n'aient pas été consultés et qu'ils désapprouvaient fortement la décision prise ; il faut noter que le travail fait par ces quelques électriciens et mécaniciens n'est pas du travail qualifié, il consiste à tourner quelques commutateurs, ce que vous ou moi pourrions faire.

Le but était d'arrêter toute la presse londonienne, à l'exception du seul Daily Worker, le quotidien communiste, dont la vente avait fortement baissé. Mais ce plan rata, car les typographes qui savaient ce qu'il en retournait et avaient eux-mêmes quelques griefs à faire valoir, arrêtèrent la parution du Daily Worker, puis, quand ils acceptèrent d'y retravailler, ils obligèrent le journal stalinien à ne pas dépasser un certain tirage ; ainsi l'affaire échoua.

Les patrons des journaux furent ennuyés de la grève, mais pas autant que le pense Maitland, et ils ne firent pas grand effort pour y mettre fin. Les seigneurs de la grande presse pouvaient, en effet, tenir le coup, tandis que les petits journaux, libéraux ou socialistes, comme le News Chronicle, le Reynolds, ou le Daily Herald étaient beaucoup plus gênés. C'est en vertu du même phénomène que feu lord Northcliffe avait l'habitude de consentir sans sourciller de fortes augmentations de salaires, sûr qu'il était que chaque augmentation tuait un concurrent. C'est l'un des vieux tours de Fleet Street (1).

La grève prit fin lorsque les membres des autres syndicats menacèrent de ne pas jouer plus long-

(1) Fleet Street, la rue de Londres où sont situés les grands journaux. (Note du traducteur).

temps le jeu communiste ; telle fut la véritable raison de sa défaite.

2) La grève des mécaniciens de locomotives est une chose toute différente. C'est simplement une dispute entre le syndicalisme de métier et le syndicalisme d'industrie, comme il s'en produit constamment en Angleterre depuis près de cent ans.

Le principe mis en avant par le syndicat qui fit la grève, l'A.S.L.E.F., est très clair, c'est celui de la « hiérarchie ». Il s'agissait de maintenir les conducteurs de locomotives dans leur situation d'aristocrates, et que pour cela leurs salaires soient toujours très supérieurs à ceux des autres travailleurs des chemins de fer. Ils firent grève parce que des augmentations avaient été accordées aux cheminots moins qualifiés, qui, eux, sont organisés dans le syndicat national des chemins de fer (N.R.U.), après qu'ils eurent eu eux-mêmes une première augmentation.

Cette grève n'était pas non plus dirigée contre les capitalistes puisque les chemins de fer sont nationalisés. Peut-être, les chefs de l'A.S.L.E.F., qui sont assez réactionnaires, tirèrent-ils de ce dernier fait la déduction que leur grève était dirigée contre le peuple ; en tout cas, le fait est qu'ils choisirent la date qui pouvait causer le plus d'ennuis à la classe ouvrière : c'est à la Pentecôte qu'ils firent cesser le travail, lorsque tous les ouvriers sont en vacances et qu'ils allaient se trouver ainsi coupés de leurs domiciles. Cela, ainsi que le ressentiment naturel du N.R.U., a engendré un sentiment d'amertume au sein du mouvement ouvrier qui a fait grand mal.

3) La grève des docks. Le Grand Mogol n'a rien à faire avec elle. Certainement, les travailleurs doivent avoir le droit d'adhérer au syndicat de leur choix, au syndicat des Transports ou à celui des Arrimeurs ; et, très certainement aussi, le syndicat des Transports qui a un million et demi de membres est si énorme que le docker moyen estime qu'il y est oublié.

L'« accord de Bridlington » par lequel les syndicats ont décidé de renoncer à se disputer leurs membres respectifs est bon en principe, car personne n'a jamais profité des querelles incessantes qui naissent de cette concurrence syndicale, excepté les patrons. Mais cela a eu cette conséquence inattendue que lorsqu'un groupe de syndiqués est mécontent de son syndicat, aucun autre syndicat ne peut l'accepter. Le syndicat des Arrimeurs est un petit syndicat londonien qui fut amené à briser l'accord de Bridlington dans l'espoir d'obtenir une grande quantité d'adhérents en province. Naturellement, cette décision fut mise à profit par les stalinien, comme le montrent nettement les noms de ceux qui se présentèrent comme les chefs spontanés des ouvriers, noms qui comprenaient notamment celui de Pierre Kerrigan, un « bonze » communiste dont le caractère est bien connu de ceux qui ont lu, disons, les mémoires de « Bob Darke », le conducteur d'autobus ».

Pendant, même le pire type de stalinien ne peut intervenir dans un mouvement que s'il peut profiter d'un réel mécontentement ; or, ce qui est surtout intéressant dans ce conflit des docks, c'est de connaître l'origine du mécontentement qui règne à l'égard du syndicat des Transports. La tendance tentaculaire du syndicat n'est que l'un des sujets de plainte ; les véritables griefs ont pour origine la régularisation du travail dans les docks. Depuis la grande grève de 1889, le but du syndicat a toujours été de mettre fin à l'embauchage des dockers au jour le jour, car ce système mettait ceux-ci à la merci des compagnies et faisait de chaque docker l'ennemi de l'autre. C'est ce mode d'embauche qui fut responsable des effroyables conditions dans lesquelles vivaient les dockers et qui firent des grands ports

britanniques de véritables horreurs ; sa disparition transforma les ports, et les travailleurs des ports en même temps. Mais, pour obtenir la sécurité de l'emploi, le syndicat des Transports dut accepter que le travail soit poursuivi d'une manière continue, sans que le chargement ou le déchargement des bateaux ne soit arrêté par des grèves-éclair ou pour des griefs personnels. Afin que cette disposition ne soit pas utilisée par les employeurs comme un moyen d'oppression, le syndicat insista, ce qui semblait être l'application de sains principes syndicaux, pour que ses représentants siègent dans les conseils de discipline. Très bien ! Mais les dockers ne sont pas des anges, ils aiment tout particulièrement à exhaler leur rage contre un contremaître qui leur déplaît, et à quitter le travail avec tout juste 30 secondes de préavis. Aussi, au cours de ces interminables disputes, il y eut bientôt des cas où les représentants syndicaux eurent à prendre parti contre des dockers à la tête trop chaude. Et alors, naturellement, le docker dit au délégué syndical qu'il est payé pour le défendre, quoi qu'il fasse ; il dit aussi à ses camarades de travail que les représentants syndicaux ne sont plus que les flics de l'Administration du Port de Londres. Par contre, ces dockers ne voient rien du travail que fait un fonctionnaire syndical, ils n'assistent pas aux réunions de leur section syndicale et ne lisent pas le fastidieux organe mensuel du syndicat, de sorte qu'ils ne connaissent le fonctionnaire syndical local que comme un homme qui siège dans un conseil de discipline et sur qui l'ouvrier ne peut pas toujours compter pour le soutenir.

La solution de cette difficulté, qui est typique de celles que rencontre le grand syndicat britannique, n'est pas facile, et je ne peux pas même en entreprendre l'analyse ici. Mais, ce qu'il faut, c'est d'abord voir les faits comme ils sont.

## Réponse de Frank Maitland

Depuis quand Postgate a-t-il acquis le monopole de la vérité ? Naturellement, j'ai considéré les grèves britanniques de mon propre point de vue. J'ai essayé de passer outre les détails des querelles de partis pour voir les travailleurs eux-mêmes et montrer les grèves sous leur aspect historique.

Si, essayant d'accorder mes vues avec le mouvement de la classe ouvrière, j'ai exagéré le rôle des travailleurs, alors j'ai commis une erreur.

Postgate considère mes informations complètement erronées. Il adopte le point de vue de ceux qui voient dans chacune des luttes uniquement des complots communistes. Il a adopté les façons de voir mesquines et étroites du Labour Party et cela le conduit à plusieurs déclarations inexactes.

Par exemple, il parle de la grève du rail comme d'un conflit entre syndicat industriel et métier. Cela implique que l'Union nationale des travailleurs du rail est une fédération d'industrie. Ce n'est rien de cela. Il n'y a pas de fédérations d'industrie en Grande-Bretagne. Le NUR centralise un amalgame de métiers, mais conserve le système hiérarchique qui est une des caractéristiques notoires des chemins de fer. Il ne possède pas les qualités premières d'une fédération d'industrie.

Quant à Tiffin, le grand Mogol, « qui étant malade n'avait rien à faire avec la grève des dockers », Postgate n'a qu'à lire les lettres de Tiffin dans la presse capitaliste pour être démenti. Il est faux de dire que les staliniens ont dominé la grève du rail. Postgate naturellement ne le dit pas, il le laisse comprendre implicitement.

Mais il ignore le fait que les communistes dans le

Daily Worker alors qu'ils soutenaient les grévistes, pressaient les dockers de retourner à TGWU avec comme mot d'ordre de « démocratiser TGWU », c'est-à-dire d'être les communistes aux postes de commandement. En réalité, ils aidaient à l'alliance des employeurs des docks, du gouvernement et des bonzes des travailleurs contre les dockers. L'ardeur de Postgate à blâmer les staliniens est trop grande.

Postgate considère la grève des journaux comme un coup des communistes pour augmenter le tirage du Daily Worker. Et il m'accuse de simplifier tellement l'histoire qu'on en fausse ainsi le sens.

En outre, il oublie de dire que Bob Willis, des compositeurs de Londres, fut l'homme qui a sauvé la presse capitaliste de ce complot. Pas étonnant que les possesseurs de journaux puissent se rasseoir et laisser les bonzes du Labour Party faire le travail.

Il n'y a en fait aucune apparence de législation pour interdire les grèves, écrit Postgate bien à son aise, quant au thème principal de mon article. Tandis que Postgate écrivait, le caractère du complot se dévoilait clairement.

Une division du travail fut réalisée entre les capitalistes et les leaders des Trade Unions. Les chefs du TUC entreprirent d'obtenir pour eux-mêmes le pouvoir d'intervention et de décision dans les luttes entre fédérations et d'obtenir d'autres sanctions contre les grèves sauvages. Cela fut accompli juste comme le congrès se terminait.

Ce congrès est le plus bel exemple de « bonzisme » qu'on ait jamais vu.

Outre les nouveaux pouvoirs donnés au Comité général du TUC, de façon à s'armer avec plus de puissance pour la collaboration des classes, rien d'important ne fut fait. La résolution appelant au contrôle des armes atomiques passa sans discussion et deviendra une vigoureuse « plante annuelle ». Le Labour Party est déjà engagé dans la guerre atomique et les Trade Unions travaillent dur à la production atomique.

La seule résolution d'un caractère socialiste fut l'appel des forgerons pour une vigoureuse campagne en faveur de la semaine de 40 heures et une réduction des heures supplémentaires. Le Comité général fit échouer cela avec le bulletin de vote. Un bulletin de vote permet de bloquer des voix des grosses unions pour dominer les petites qui sont en très grand nombre.

Je crois que les décisions des Trade Unions justifient ma lutte contre les conspirateurs des Trade Unions. Si Postgate ou d'autres veulent les défendre, ils devront mieux faire.

Londres, 9 sept. 1955.

## La Vie des Cercles

### CERCLE ZIMMERWALD

Le Cercle Zimmerwald se réunira le dimanche 23 octobre, à 15 heures, 78, rue de l'Université (métro Solférino) et commémorera le 40<sup>e</sup> Anniversaire de la Conférence de Zimmerwald, sous la présidence de **Lucie Colliard** ; avec la participation d'**Angelica Balabanov**, seule survivante des pèlerins de Zimmerwald (septembre 1915), traductrice de la Commission Socialiste Internationale désignée par la Conférence ; **Alfred Rosmer**, animateur de l'action contre la guerre en 1914-1915, auteur de l'« Histoire du Mouvement ouvrier pendant la guerre » ; **Pierre Monatte**, démissionnaire en décembre 1914 du Comité confédéral : « Comment un syndicaliste mobilisé de 1915 a vu Zimmerwald. »

# OU EN SOMMES-NOUS EN AFRIQUE DU NORD?

Dans mes précédents articles, je me suis efforcé de délimiter les conditions du problème nord-africain, et les événements qui avancent comme un incendie de forêt ne m'ont pas démenti.

Ce qui a paru excessif à certains camarades au moment de la parution de ces articles leur semble aujourd'hui une vérité première, et tel bourgeois auquel j'aurais hésité à remettre les numéros de la « R.P. » peut les recevoir en ce moment, et il approuve.

Si les imbéciles sont immobilistes, la vérité fait son chemin. Si M. Froger, maire d'une commune du département d'Alger et l'un des animateurs du colonialisme, pouvait déclarer à la presse française en juin 1955 que le mot réforme pour l'Algérie était impudent, il n'oserait plus répéter cette absurdité en octobre 1955, parce qu'une réforme en Algérie, c'est déjà un espoir dépassé pour beaucoup de colons.

Les pirouettes seront nombreuses. M. Mitterrand déclarait avant d'être ministre, alors qu'il était dans l'opposition et anticolonialiste, qu'il espérait que la France resterait encore 25 ans en Algérie, mais lors des premiers soulèvements il était ministre, et il affirmait qu'il étoufferait la révolte de l'Aurès dans l'œuf, œuf lui-même.

En fait, le clan des profiteurs n'a plus de boussole ; ils sont à la recherche du fakir qui ferait tout rentrer dans l'ordre sans rien changer aux habitudes et aux privilèges, en ne donnant que des promesses ou des pots-de-vin, ou d'un général qui par une grande saignée ramènerait l'ordre par la terreur (mille morts par jour comme au Kenya, répètent les gens de « Présence française » au Maroc).

En fait, les colons ne céderont qu'à la force. Pour eux, l'indigène doit rester dessous et se taire. La colonisation reste le droit de s'implanter chez autrui par la violence, de voler les biens, de soumettre à l'esclavage, d'imposer la famine, et de traiter de rebelles ceux qui ne sont pas contents.

La lutte qui est aujourd'hui couverte dans ce que l'on appelait l'empire français est une lutte finale. Si la métropole ne possède ni l'intelligence, ni l'honnêteté, ni la force d'imposer un cours nouveau et de briser le système colonial, ou elle sera chassée et ruinée après des désastres et des outrances qu'il est pénible d'imaginer, ou alors il faudrait qu'elle puisse exterminer tous les habitants des malheureux territoires qu'elle a condamnés à connaître ses colons. Il n'est plus possible aujourd'hui de s'en sortir avec des phrases heureusement balancées, et la France est en posse de devenir le pays le plus méprisé et le plus haï du globe.

C'est pourquoi nous croyons devoir faire le point du conflit actuel en Afrique du Nord.

## LA TUNISIE

Parce que ce pays a été le premier à prendre conscience que le colonialisme ne pouvait comprendre que la force, parce qu'il a donné naissance aux fellaga, il a bénéficié du passage de Mendès-France au pouvoir. Ce dernier, s'il n'est pas un idéaliste, est un réaliste, et dans l'intérêt de la France il a su choisir et imposer le seul chemin qui restait praticable.

Les Tunisiens ont agi sagement en négociant comme ils ont fait. Un traité peut toujours être critiqué,

mais en l'espèce, ce ne sont pas ceux qui critiquent qui auraient versé leur sang, et il est heureux que les violences, les désespoirs et les deuils aient été interrompus.

Le peuple tunisien acquiert une certaine autonomie qui lui rend sa dignité, et cela est considérable. Il peut légiférer dans une certaine mesure, se gouverner, s'affirmer. Un avenir s'ouvre à lui, il sera ce que sauront en faire ses chefs. Désormais, il a des possibilités qui ne sont plus celles de la violence. Il lui faut des économistes rompus et tenaces pour aboutir par des réformes qui seront en tout cas moins coûteuses que la guerre.

Ce jeune Etat tunisien émerge sans or, sans devises, sans charbon, sans marine marchande, sans crédits, sans institut monétaire ; bien plus, son sol et son sous-sol se trouvent, pour tout ce qui est d'une rentabilité certaine entre les mains des anciens occupants. Sa tâche sera donc ardue, les motifs de division seront nombreux, et ce ne sont pas des néophytes de l'économie qui pourront mener cette barque à bon port.

La première tâche qui se présente au nouvel Etat tunisien sera d'organiser son crédit intérieur et d'éviter le calvaire des crédits faciles s'accompagnant toujours de conditions spéciales qui auront pour but de le ligoter.

Il devra disposer de sa banque d'émission, cantonner les attributions des établissements étrangers, développer un système bancaire et d'assurances tunisien. Simultanément, relever les salaires agricoles et imposer aux exploitations de fournir aux travailleurs des conditions décentes d'habitat et de travail. Ce régime ouvrier conditionnera la réforme agraire.

Il est bien connu, en effet, que la valeur de la propriété rurale est fonction de son revenu ; or la propriété nord-africaine est en général surévaluée, une comparaison avec la terre française qui produit bien davantage le démontre. Cela provient de ce que le colon ne paie sa main-d'œuvre qu'à un salaire dérisoire, ce qui lui permet d'augmenter d'autant son revenu.

Toute réforme agraire précipitée aurait donc pour conséquence de faire supporter à la Tunisie des reprises de terre à des prix prohibitifs. Cette réforme agraire devant désormais s'effectuer sur l'initiative des Tunisiens et avec souplesse, il importe de ramener la valeur réelle des terres à un cours normal en assurant par priorité aux travailleurs un salaire qui sera basé non plus sur le caprice du plus fort, mais sur le prix de la vie dans le pays, afin que le profit possible de ces terres pauvres apparaisse ce qu'il est. La base étant établie, le reste sera affaire de marchandage.

Les grosses affaires coloniales, Gafsa en tête, s'approprient déjà à profiter des circonstances pour repasser leurs entreprises agricoles. Pour accompagner ces opérations, des crédits éventuels pourraient jouer. Ainsi l'Etat tunisien achèterait au moyen d'emprunts onéreux, et très au-dessus de leur valeur, des terres qui ont été prises et non achetées, et ses travailleurs seraient condamnés à trimer misérablement pour rembourser les emprunts. Des embûches de cette nature, le jeune Etat tunisien en connaîtra à chaque pas.

Et dans sa position de demandeur en proie à une crise économique, il sera mal placé pour discuter les

bilans truqués, les rendements calculés sur de bonnes années, etc.

En revenant à la normale, les bonnes terres à ble organisées mécaniquement pourraient se défendre, les vignobles et autres plantations qui exigent beaucoup de main-d'œuvre seraient fortement dépréciés.

Il faudra aussi reprendre en main les terres habous, mais ce sera souvent moins aisé que ne se l'imagine les Tunisiens, la plupart des enzels ayant été rachetés, et de nombreuses archives ayant disparu sur l'initiative des colons.

Mise en place des administrations, institution du crédit tunisien, relèvement des salaires, réforme agraire, c'est déjà un gros programme pour ce jeune Etat.

Quelques années passeront à cette tâche et la sagesse de l'Islam conseillera de penser les autres problèmes sans se presser ni se préoccuper des spéculations qui absorbent quelques hommes d'affaires.

Naturellement, les gros colons rechercheront des appuis parmi les gros agriculteurs indigènes. Le sens civique de ces derniers leur dictera leur conduite. Dans ce cas, les conseils du bey seront efficaces, et l'intelligentsia tunisienne comprendra sûrement qu'elle a une autre grande tâche à accomplir qui est l'équipement de son pays en industrie légère, le pouvoir d'achat de ce peuple libéré devant s'accroître rapidement.

## L'ALGERIE

Dans ce pays résident les colons les plus anciens, peut-être pas plus voleurs ni plus outranciers et racistes que les autres, mais tenant mieux les rouages de l'administration et mieux rodés au machiavélisme colonial, dont les slogans imbéciles ont été davantage répétés.

Sur 2.400.000 hectares de terres françaises en Algérie, il y en a 1.800.000 attribuées à la grande colonisation, 550.000 environ à la moyenne colonisation et 50.000 à la petite colonisation.

Des affaires comme la Compagnie Algérienne possèdent en un seul domaine 80.000 hectares, sans compter d'autres affaires ou participations. Les terres algériennes ont toutes, à l'origine, été simplement expropriées.

Les colons algériens pensaient sérieusement à l'extermination des autochtones, et ce sont eux qui, en désespoir de cause, furent les artisans de l'émigration des Arabes vers la France.

Ces gens sont les chefs d'orchestre du clan colon en France, où ils ont poussé Juin aux plus hautes destinées malgré une carrière militaire qui frise la trahison.

Mais Juin qui a su retirer au bon moment son fils de l'« enfer indochinois » a épousé une fille Bonney dont le père dirigeait, avant Gratien Faure, la « Maison de l'Agriculture » à Constantine, où il avait pu écumer ce département comme le fit ensuite Gratien Faure.

Ce maréchal est un des plus gros colons de l'Algérie.

Cette faune de colons algériens, que les colons marocains eux-mêmes appellent des pieds noirs, est rarement de souche française.

Borgeaud était encore Suisse après 1920, quand, se défendant dans un procès qui fit en Algérie presque autant de bruit que l'affaire Dreyfus en fit en France, il objectait à ceux qui l'accusaient d'avoir commercé avec l'Allemagne pendant toute la guerre de 14-18, et d'en avoir tiré sa fortune, qu'il était Suisse et ne pouvait être inculpé de haute trahison.

En Algérie plus qu'ailleurs, il y aura épreuve de force, parce que l'insolence des colons y est plus grande, la misère des indigènes plus cruelle, l'expropriation y ayant été plus profonde.

Il n'est que de connaître le texte des misérables

réformes du plan Soustelle pour comprendre que les colons ne permettront jamais qu'il soit lâché quelque chose, et qu'il faudra leur casser les dents.

Là plus qu'ailleurs, la France en reste aux promesses, ce pays qui est au bord de la faillite (il ne peut même pas financer le programme normal de l'« Electricité Algérienne ») promet de fertiliser le Sahara, de faire des barrages, etc. C'est avoir une piètre opinion des indigènes. Ceux-ci ne croiraient même plus les Français s'ils leur disaient qu'il y a de l'eau dans l'Atlantique.

Le récent discours du président Faure qui ne contenait, en plus des menaces, que du bla-bla-bla et une promesse d'intégration, que les Algériens accueillent aujourd'hui comme une insulte, n'est pas un acte qui peut donner confiance dans l'esprit politique des gouvernants français. Ce discours aura sûrement facilité le recrutement des fellaga.

Monsieur le « Président Faure » aurait pu annoncer qu'un salaire minimum légal allait être institué en Algérie, où des travailleurs agricoles se trouvent encore payés moins de 300 francs par jour, que les métayers auraient droit comme ailleurs à 50 % des maigres récoltes que la nature dispense dans ce pays au lieu de 20 %, que les colons qui ont été scandalement exonérés d'impôts subiraient un impôt sur le capital, comme il fut fait en France. Non ! il déclare seulement qu'il va intégrer par force les Algériens dans la famille française.

Jusqu'à ces derniers mois, la population indigène de l'Algérie paraissait divisée en deux camps : les révoltés et les terrorisés, mais la répression ayant montré à ces derniers qu'elle correspondait en somme à une extermination du bicot, et sans distinction, l'unanimité est maintenant faite dans la révolte qui est devenue un moindre risque. Le mouvement a le caractère de ces grands souffles populaires contre lesquels on ne résiste pas, et il est curieux d'écouter ce dialogue de sourds dans lequel la France parle encore de sa sollicitude, de sa justice, et de ses « frères » algériens.

En fait, l'Algérie est de plus en plus le domaine des militaires qui sans aucun doute, et comme en Indochine, feront de ceux qu'ils n'auront pu tuer des adversaires inconciliables. Ce sera la bonne guéguerre avec meurtres, décorations, et soulographies à loisir. Comme en Indochine.

En face, les Berbères désespérés appliquent la tactique de la terre brûlée, deux à trois fermes par jour à certains moments.

Dans un an, la campagne constantinoise sera reprise et les Européens enfermés dans les villes.

Que se passera-t-il dans les départements d'Alger et d'Oran ? Que fera la France ?

## LE MAROC

Si l'affaire tunisienne est entrée dans une ère nouvelle, si l'épreuve de force dans toute son ampleur est inévitable en Algérie, la situation marocaine est grotesque, car, en admettant encore qu'il soit possible de réunir chez un colonial français honnêteté et intelligence, ce qui est malheureusement exclu, il aurait pu ne pas y avoir d'affaire marocaine.

De colonisation plus récente, le Maroc vit encore l'âge agressif des conquérants. Mais l'occupation n'était pas terminée que ce peuple, gagné au progrès et averti de la menace, se levait. Désormais, et quoi qu'il arrive, la progression du colonialisme dans ce pays est stoppée. Et déjà l'on voit faire leur bagage à des gens qui rêvaient de vie facile à la colonie, avec des boys et des almées. Or, l'extension du colonialisme devenant impossible, il pourrait être facile de s'entendre. Les terres de colonisation occupent 920.000 hectares, en en déduisant les petites propriétés qui ne portent ombrage à personne ; si l'on admet un aménagement de la moyenne propriété, la grande

propriété pourrait faire l'objet d'une réforme dont les modalités seraient aisément digérées par un pays où le potentiel est encore considérable.

La propriété bâtie et l'industrie ne posent pas de problèmes particuliers.

La crise marocaine s'explique donc par un désir inavoué des colons, et qui à l'heure actuelle peut être qualifié d'insensé, de s'octroyer encore de nouvelles terres. C'est ce mouvement qui commande la politique marocaine, depuis les campagnes qui ont provoqué le départ de Lyautéy dont les colons, Algériens d'origine pour une grande part, ont l'impertinence de se prévaloir aujourd'hui, puis le départ d'Eric Labonne, puis l'avènement de Juin, ce malhonnête homme qui présida à la dispersion des institutions créées par Eric Labonne en faveur du paysannat indigène. Et c'est pour parvenir à une expropriation plus vaste qu'il fallait museler les vestiges du pouvoir local. Mais les jeunes forces de l'Istiqlal avaient déjà suffisamment poussé pour donner au sultan des raisons de résister et lui inspirer la répugnance de collaborer avec les spoliateurs.

Ce sultan dont le peuple marocain ne se préoccupait pas beaucoup a navigué pour éviter de servir l'occupant, cherchant à obtenir des réformes. Il fut alors expulsé, puis accusé de refuser des réformes avantageuses à son peuple, ensuite remplacé par un béni-oui-oui. La France ne fit naturellement aucune réforme, mais l'Istiqlal engagea une action si énergique que la personne du sultan fut portée au premier plan des préoccupations marocaines, et qu'il en résulta une agitation suffisante pour stopper toute possibilité d'extension du colonialisme.

Il devrait être possible, devant cette situation de fait, de mettre un terme au marasme politique, d'établir de nouvelles limites aux activités de la colonisation et de remettre aux autochtones les directions administratives correspondant à leur degré d'évolution et au nouveau régime d'activités économiques. Mais pour en arriver là, il faudrait être honnête et intelligent.

On s'emploie donc à envenimer la situation, l'impulsion donnée par l'équipe Juin suit son cours, les militaires ne rêvent que de crever du bicot, et si la France métropolitaine n'a pas le courage de prendre une décision radicale, l'épreuve de force peut intervenir.

Un mot sur l'affaire Grandval. Ce fut un velléitaire et un naïf qui a été manœuvré par le Glaoui et les militaires. Honnête et courageux, il était d'une intelligence insuffisante et ignorant du monde colonial. Son passage a néanmoins permis d'apprécier le degré de pourriture atteint par l'administration française au Maroc. Ce pays est aujourd'hui infesté d'assassins à gages, et d'hommes de main. Il est devenu impossible d'y obtenir une information exacte. Tous les événements rapportés ces derniers temps sont truqués, l'Oued-Zem notamment. Rien ne s'y fait sans provocation. S'il y a détente, ce sera que les groupes occultes qui mènent le jeu curont trop à obtenir de la métropole pour essayer de conserver l'Algérie, pour essayer de soutenir, en plus, une guerre au Maroc.

\*\*\*

En somme, en présence de l'évolution des peuples qu'elle avait soumis au cours de ses conquêtes coloniales, la France avait deux attitudes à adopter.

La méthode qui récemment fut celle des Anglais après leurs expériences malheureuses d'Amérique : partout où ils sentent que cela peut craquer, ils s'arrangent.

Mahomet disait déjà « Entre le peuple et moi, il y a une pelote de ficelle ; quand il tire, je lâche, et quand il lâche je tire. »

L'Angleterre rend aux autochtones des libertés et des responsabilités et elle manœuvre en vue de devenir

indispensable à leur économie et de s'attacher les élites par la culture anglaise.

Les résultats n'ont pas été si mauvais. En matière de politique rien n'est jamais définitif et l'Angleterre aura encore dans l'avenir à modifier son attitude, mais elle évite ainsi de faire jouer contre elle le temps, en empêchant l'accumulation des difficultés.

En France, au contraire, c'est la politique coloniale de l'Espagne qui semble être suivie.

Maintenir l'asservissement de l'indigène : primauté pour la France et le natif dessous ! Ne lâcher que des promesses, et affirmer à tous vents : nous sommes généreux, honnêtes, riches d'une tradition de chevalerie, etc.

La situation de la France est sous plusieurs aspects comparable à celle de l'Espagne des débuts du XIX<sup>e</sup> siècle. Sur le plan international, par exemple.

En principe, une nation de deuxième zone comme la France ne peut conserver un empire qu'à condition de bénéficier, au moins, de la neutralité bienveillante de la ou des premières nations.

L'Espagne n'a pu conserver son empire, en partie parce que l'Angleterre, qui dominait le monde à l'époque, et les États-Unis y étaient hostiles.

L'Allemagne n'a jamais pu conserver le sien, parce que l'Angleterre ne le voulait pas, tandis que des petites nations comme le Portugal et la Belgique, satellites de l'Angleterre, ont pu acquérir et conserver les leurs.

Mais les nations premières aujourd'hui sont d'abord les États-Unis, la Russie et l'Angleterre, puis la Chine. Sur les quatre, trois au moins sont réellement anticolonialistes ; en plus, elles ne peuvent pas rester insensibles aux pressions des peuples jeunes d'Asie, du Proche-Orient et même d'Amérique, qui affichent en tête de leurs programmes l'abolition du colonialisme. Aussi, n'est-il pas douteux que le conflit nord-africain devenant aigu, la France sera finalement battue ; depuis l'écrasement d'Hitler, l'anéantissement du colonialisme français est le devoir le plus urgent à accomplir pour l'humanité.

Des colons, il n'y a rien à retenir et rien à attendre ; reste la métropole, et c'est là le drame, car il semble bien que les rouages de son gouvernement sont profondément contaminés par l'influence des colons, qui, depuis plusieurs années, se sont employés à pourrir la France d'un argent mal acquis.

Or si la France veut éviter la ruine et la défaite, il lui faut, comme l'Angleterre, comprendre que le renouvellement de sa politique coloniale impose l'interruption des privilèges des colons et qu'il n'y a pas de possibilité de compromission sur ce chapitre.

SINDBAD LE MARIN.

**ÇA FINIRA PAR ÊTRE VRAI POUR  
L'AFRIQUE DU NORD AUSSI !**

**Un haut fonctionnaire du gouvernement vietnamien m'a résumé le sentiment commun : « S'IL N'Y A PAS D'AUTRE CHOIX QUE LES FRANÇAIS OU LES COMMUNISTES, C'EST LES COMMUNISTES QUI SERONT CHOISIS ».**

OBSERVER.

